

Le Maroc, préparé à monter dans le train de la mondialisation

Les accords de libre commerce, l'industrie et la stimulation de l'investissement, moteurs de l'économie marocaine.

Fadel Agoumi

Bousculé par la concurrence mondiale, affecté par une année de sécheresse et subissant le contrecoup de la libéralisation, le Maroc fourbit des armes pour se positionner sur des métiers spécifiques.

En ces premiers jours du mois de mai, Casablanca, le poumon industriel du Maroc étouffe déjà sous une chaleur moite. Il faut aller du côté de la corniche pour bénéficier d'une toute relative fraîcheur diffusée par les embruns de mer. A l'intérieur du pays, c'est carrément l'été qui s'est – précocement – installé et les épis de blé arborent une belle couleur dorée donnant à penser que la moisson sera bonne. Il n'en est rien, plus de paille que de grains. Dans ce pays où la performance agricole conditionne psychologiquement les esprits, on espère à peine 30 millions de quintaux, contre 60 millions lors d'une année moyenne et 80 à 90 millions pour des campagnes exceptionnelles.

Il faut dire qu'en matière de climat, le Maroc, qui a été relativement épargné par la sécheresse au cours de ces dernières années, a subi de plein fouet les affres d'une année catastrophique. Une faible pluviométrie entre novembre et avril, un froid glacial en janvier, où l'on a vu le mercure tomber jusqu'à -14° un beau mardi à 10 heures du matin et puis la chaleur qui s'installe, sans répit.

L'année sera difficile pour le Maroc. Le gouvernement pense à reconduire l'enveloppe qu'il avait mise en place, en 2000, pour lutter contre les effets de la sécheresse (800 millions d'euros) et le budget de l'Etat devra supporter, en plus, une dépense de 520 millions d'euros pour soutenir les prix des carburants à la pompe.

Sécheresse, pétrole cher et concurrence mondiale impitoyable

Ce ne sont pas les seules inquiétudes auxquelles doit faire face le pays. Sur un plan microéconomique, et à l'instar de leurs voisins du bassin méditerranéen, les industries sont bousculées par la mondialisation et la course à la compétitivité. Acier, matières plastiques, coût du fret, les prix flambent et les marges s'érodent. Et puis il y a les chinois. Encore eux, toujours eux, de plus en plus... eux. Autrefois cantonnés dans les articles bas

de gamme, ils envahissent aujourd'hui le marché marocain avec des produits de plus en plus sophistiqués. Entre 2003 et 2004, les importations en provenance de Chine ont bondi de 43 % à 660 millions d'euros dont 150 millions rien qu'en appareils électroménagers. Le marché des articles en plastique est pour le moment celui qui est le plus soumis à la rude concurrence. Même dans le milieu rural, les sandales, seaux, boîtes et autres utilités domestiques se font une place grâce à des prix pratiquement divisés par deux, par rapport à ceux pratiqués par l'industrie locale. « Il n'y a qu'à ne pas en importer », affirme l'homme de la rue. Facile à dire ! Le commerce est libre et la demande est là. Le bureau de liaison chinois installé à Casablanca offre une multitude d'avantages dont, entre autres, celui de vous assurer une commande avec paiement différé. De plus, ce sont les chinois même qui se sont installés au Maroc. Combien sont-ils ? Peu de gens vous donneront une réponse. Que font-ils ? Là, les commentateurs fusent volontiers et le constat est visible. Il y a un an, une galerie commerciale dédiée aux seuls produits chinois a ouvert ses portes au plein cœur du quartier Derb Omar de Casablanca, plaque tournante du commerce marocain avec ses entrepôts de vente en gros et ses magasins de tissus d'ameublement, lustres, et autres nécessités domestiques. A Ouazzane, petite bourgade semi-rurale située à 130 kilomètres de Fès, l'association des commerçants locaux a engagé, depuis quelque temps, un bras de fer avec le Conseil municipal de la ville. En cause, les foires improvisées de produits chinois – organisées par eux-mêmes – qui pénalisent le commerce. Bref, la Chine gêne ou séduit, mais elle ne laisse pas indifférent.

Les accords de libre-échange : des désagréments mais aussi des opportunités

Toutefois, si la Chine – et comme partout ailleurs – symbolise bien le fantasme de cette mondialisation, elle n'est pas la seule cause des maux de l'économie marocaine. Résolument engagé dans la voie de la libéralisation, le Maroc subit le contrecoup des accords de libre-échange (ALE) qu'il a signés avec différents pays.

Maroc : scénario à moyen terme, 1999-2009

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Croissance du PIB réel ¹	-0,1	1,0	6,3	3,2	5,5	3,0	4,0	4,4	4,8	5,1	5,5
Croissance du PIB réel non agricole ¹	3,2	3,6	3,6	2,8	3,1	3,8	4,1	4,6	5,0	5,4	5,9
Inflation (IPC) ¹	0,7	1,9	0,6	2,8	1,2	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0
Croissance de l'emploi ¹	8,2	0,6	0,6	2,8	3,2	2,7	2,9	3,4	3,7	4,0	4,4
Croissance des exportations en \$US ¹	6,6	-1,6	6,9	9,2	13,7	17,1	7,1	7,0	8,0	8,2	8,3
Investissement brut (% du PIB)	23,1	23,7	22,9	22,7	23,2	24,4	24,6	24,7	24,9	25,0	25,2
Administration publique (% du PIB)	2,9	3,0	2,9	2,7	2,6	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7
Secteur privé (% du PIB) ²⁻³	20,2	20,7	20,0	20,0	20,6	21,7	21,9	22,0	22,2	22,3	22,5
Déficit budgétaire (en % du PIB) ⁴	4,2	6,4	5,8	4,6	5,5	5,4	5,0	4,5	4,2	3,8	3,3

¹ Variation en %

² Y compris les entreprises publiques

³ Y compris la constitution de stocks

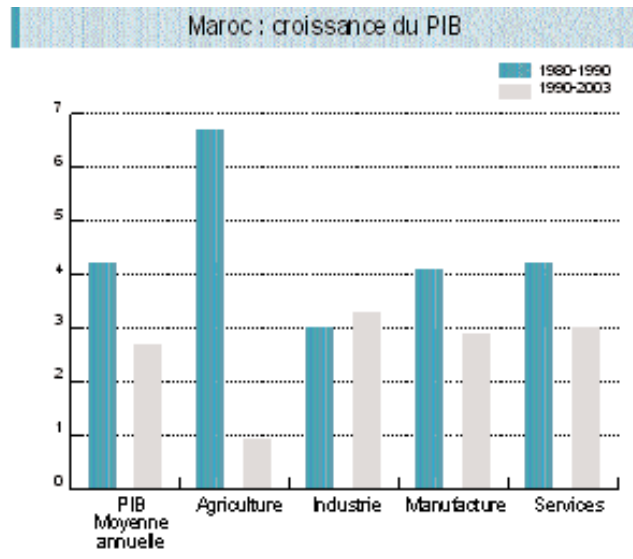
⁴ Solde global de l'administration centrale, hors recettes des privatisations et de la vente de la licence GSM, mais y compris les dépenses du Fonds Hassan II.

Source : Ministère des Finances ; Bank Al-Maghrib ; estimations et projections des services du FMI.

Dans les états de supermarchés, il n'est pas rare aujourd'hui de voir des jus de fruits estampillés Emirats arabes unis ou encore des biscuits et même des pâtes à moitié prix. D'ici à la fin de l'année, les autres accords entreront en vigueur : celui signé à Agadir en 2003 avec l'Egypte, la Jordanie et la Tunisie, et ceux ratifiés en 2004 avec les Etats-Unis ainsi que la Turquie. Cela sans compter l'accord d'association qui l'engage avec l'Union européenne (UE).

Pour autant, le Maroc ne baisse pas les bras. Considéré, il y a peu, comme un pays dont le plus important avantage comparatif est le coût de la main d'œuvre, il joue aujourd'hui sur plusieurs registres pour se positionner dans la future bulle commerciale mondiale.

En tête de ses avantages, la position géographique du pays. Avec deux façades maritimes, une sur l'Atlantique et l'autre sur la Méditerranée, le Maroc découvre de plus en plus que cette position politiquement stratégique (porte d'entrée sur l'Afrique, détroit de Gibraltar, proximité avec l'Europe...) est aussi intéressante sur le plan économique. 60 % du flux mondial de marchandises transite par le détroit de Gibraltar ? Un méga projet devrait voir le jour en 2007. Le port de Tanger-Med, dont la construction coûtera un milliard d'euros, se positionne comme zone de transit et de logistique pour les millions de conteneurs destinés au pays du bassin méditerranéen. Avantage supplémentaire des zones franches, données en concession à Jebel Ali Free Zone (JFZ), le géant émirati à l'expérience éprouvée, permettront aux entrepri-



Source : World Development Indicators 2005. Banque mondiale.

ses de s'installer à même le port et économiser le coût du transport. La demande existe déjà et elle ne fera que se renforcer. Sur l'autre versant maritime du pays (atlantique), la zone franche de Tanger (TFZ), mise en exploitation il y a cinq ans à peine, est une véritable fourmilière. Pièces automobiles, gilets pare-balles ou encore composants aéronautiques (pour Airbus) y sont fabriqués en grandes séries. Des groupes tels que Valeo ou Yazaki profitent de l'existence de techniciens autochtones jugés compé-

tents et moins chers qu'en Europe. En ce sens, l'atout proximité joue de manière évidente, puisqu'il est possible de fournir les constructeurs du vieux continent en moins d'une journée.

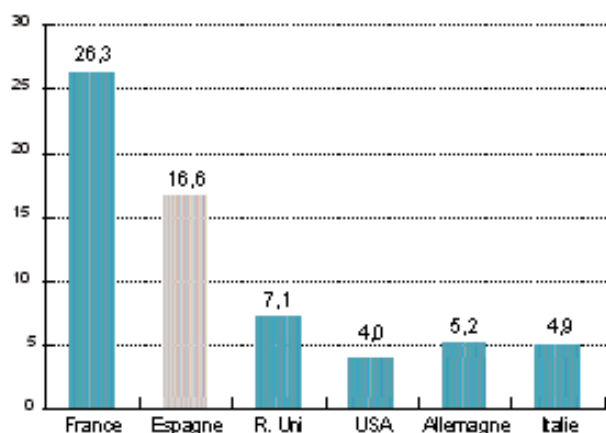
Les sept métiers mondiaux définis par McKinsey

Cette dynamique ira crescendo. L'ALE signé avec les USA permettra au Maroc de devenir une plaque tournante pour le trafic de marchandises entre le pays de l'Oncle Sam et l'Europe. D'ici peu, les entreprises européennes devraient commencer à s'installer dans le royaume pour produire moins cher et exporter outre-Atlantique et vers à taux zéro, et vice-versa. Comme quoi ces accords examinés à la perspective d'une proximité avec l'Europe ont des aspects positifs.

Cela dit, ce ne sont pas aujourd'hui les seules opportunités existantes. En juin 2004, le gouvernement de Driss Jettou, qui passe pour être l'un des plus dynamiques que

Exportations Maroc : principaux partenaires commerciaux

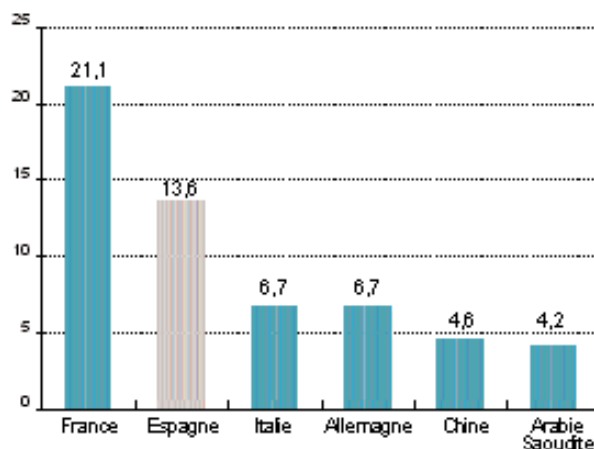
Données en pourcentage en 2003



Source : CIA World Factbook, 2004.

Importations Maroc : principaux partenaires commerciaux

Données en pourcentage en 2003

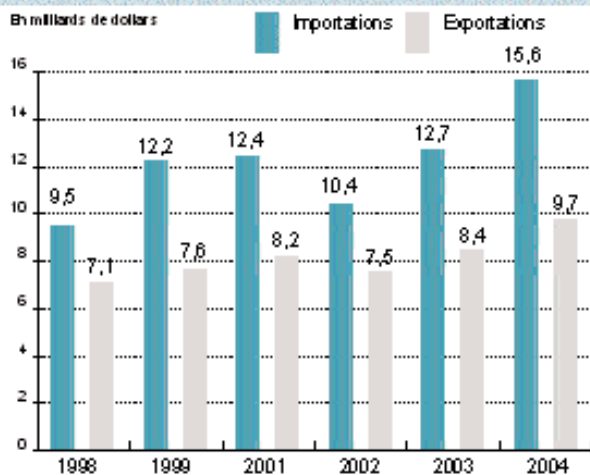


Source : CIA World Factbook, 2004.

le pays ait eu depuis l'indépendance (1956), a commandité au cabinet américain McKinsey une étude pour mettre en place une stratégie industrielle sectorielle. Objectif, déterminer les métiers mondiaux du Maroc, ceux sur lesquels il pourrait se positionner au cours des 15 années à venir. Le résultat, finalisé début avril, est éloquent. Sept domaines de future excellence dont les activités offshore (comptabilité, back-office des services financiers, reporting...), les zones franches, l'agro-alimentaire et la transformation des produits de mer, l'automobile, l'électronique, l'artisanat et le textile. En un mot, comme en mille, le Maroc doit miser sur l'export se prévalant de quelques atouts-maîtres : des ingénieurs bien formés et surtout bilingues, et le plus souvent trilingues (offshoring), familiarisés avec la culture européenne, la proximité du Vieux Continent, une maîtrise des activités et techniques agricoles (un positionnement acquis sur le marché mondial des fruits et légumes) et enfin des produits non standardisés à forte marge de progression (artisanat). Concrètement, il y a du potentiel pour des industries de pointe, des centres d'appel, des entreprises productrices de plats surgelés, de poisson élaboré, en conserve, mais également des activités de support, comme le transport international routier, les entrepôts de logistique et les services en tout genres.

Pour bien huiler le processus, l'Etat s'apprête à prendre deux grandes décisions. Permettre aux étrangers

Maroc : importations-exportations



Source : CIA World Factbook, 2004.

d'acquérir des terrains agricoles, ce qui devrait lever le frein à l'investissement dans l'agro-alimentaire que constitue la non-maîtrise des approvisionnements en produits frais. De même, les industries de produits de la mer, jusqu'à présent dépendantes des armateurs, devraient pouvoir disposer de licences de pêche. Enfin, le temps étant un atout majeur pour sa compétitivité, le Maroc se fait fort d'améliorer la circulation des biens sur son territoire.

Un gigantesque programme d'infrastructures a été lancé, dont celui des voies terrestres. D'ici à 2012, tout le pays sera sillonné par des autoroutes dont la réalisation est passée de 40 kilomètres/an en 2002 à 120 kilomètres aujourd'hui. Routes, ponts, aéroports... les gros projets en cours totalisent des programmes d'investissements six milliards d'euros.

Sur le plan intérieur, des opportunités d'investissement existent aussi. Dans quelques mois, l'horaire continu sera mis en place. Un bouleversement dans les habitudes du salarié marocain, encore habitué à déjeuner chez lui et qui va se mettre au rythme de la restauration collective. Là le potentiel est énorme. Il l'est aussi concernant les crèches et garderies pour enfants : de plus en plus, les couples salariés n'arrivent plus à trouver de personnel domestique permanent. Ça aussi c'est la mondialisation. ■